COMMUNIQUÉ

# Loi immigration : non-promulgation !

**Vendredi 12 janvier 2024**

Engagée contre les atteintes aux droits humains, et pour l'hospitalité, la Ligue de l'enseignement appelle à la mobilisation citoyenne et à la non-promulgation de la loi pour "contrôler l'immigration, améliorer l'intégration".

Animée par des valeurs humanistes et un projet politique fondé sur la solidarité, la fraternité et la laïcité, la Ligue de l'enseignement s'engage quotidiennement auprès des personnes exilées. Elle agit sur les territoires pour les accueillir, les accompagner, et défendre leurs droits sans distinction aucune. Mouvement d'idées, La ligue de l'enseignement œuvre au quotidien pour déconstruire les idées fausses et défendre les droits humains.

La loi pour « contrôler l'immigration, améliorer l'intégration », adoptée par le Parlement le 19 décembre dernier, marque un tournant inacceptable par les attaques successives aux valeurs de notre République. Alors que les apports de l'immigration à notre société sont nombreux et attestés, cette loi constitue un recul sans précédent pour les droits des personnes étrangères vivant dans notre pays, condamnées à la déshumanisation et à la précarité. Au mépris des conventions internationales, de la Convention européenne des droits de l'Homme et des traités européens, ce texte bafoue ouvertement les droits fondamentaux des personnes étrangères et porte atteinte à la dignité humaine et au principe d'égalité. S'inspirant de la haine et du rejet de l'autre, et les alimentant, celle loi décline des mesures telles que la remise en cause du droit du sol, le durcissement de l'accès aux titres de séjour, le renforcement de la situation de précarité de personnes vulnérables, en les privant notamment d'aides au logement, à l'autonomie ou d'allocations familiales et en remettant en question l'inconditionnalité de l'hébergement d'urgence,… la liste est longue et imprégnée d'une logique inacceptable de préférence nationale.

Alors que le Conseil constitutionnel a été saisi par le président de la République, la présidente de l'Assemblée nationale et 60 député·e·s et 60 sénateur·e·s, la Ligue de l'enseignement, aux côtés de nombreuses organisations, appelle le président à ne pas promulguer cette loi, synonyme de victoire des idées de l'extrême droite.

La Ligue de l'enseignement appelle également son réseau, et l'ensemble des citoyens, à s'unir et à se mobiliser les 14 et 21 janvier prochains, contre les dérives autoritaires et nationalistes, contre le recul des droits et libertés des personnes étrangères, et pour l'humanité et la solidarité.

**La Ligue**
**de l'enseignement**
3, rue Juliette Récamier
75341 Paris cedex 07
dg@laligue.org
www.laligue.org